

DU SYNDICALISME REVOLUTIONNAIRE A LA REVOLUTION

Par René VILLARD

L'homme aspire à la jouissance naturelle de la vie,, à une civilisation véritablement humaine. La société présente est actuellement écrasée par les Etats, qui par les lois, les décrets, les règlements, font barrage à une civilisation évoluée. La liquidation de cette société d'esclavage ne peut se faire que par l'action quotidienne révolutionnaire. Chaque jour doit être un jour de combat, chaque jour doit autoriser, de plus en plus, les esclaves des usines et des champs, de prendre conscience que la liberté et l'humanité doivent être, demain, autre chose que des mots.

Mais cette conquête de la liberté ne peut se faire que par une multitude de combats, de révoltes, de révolutions, où les défaites ne doivent pas diminuer l'ardeur de ceux qui portent en eux l'espérance du véritable destin de l'homme. Rosa Luxembourg a écrit que la révolution est la seule forme de la guerre où la victoire finale ne peut être préparée que par une série de défaites. Nous ne le savons que trop et nous n'ignorons pas que chaque combat, chaque grève, chaque mouvement révolutionnaire, entre dans « l'escalade » de la liberté. 1968, après tant d'autres combats, n'est qu'une étape, parmi tant d'autres, devant ouvrir les voies de la civilisation plus humaine de demain.

L'affranchissement des travailleurs réside, en partie, de l'action directe des révolutionnaires qui ne doivent pas ménager leurs efforts de propagande, sur tous les plans, autorisant ainsi de contacter tous les prolétaires, tout

le monde du travail indistinctement, ce monde qui apporte la vie à tous et à qui il appartient de conquérir la liberté. L'action individuelle de propagande qui séduit, certes, bon nombre de syndicalo-anarchistes, ne doit pas faire oublier que l'étroite collaboration des militants est nécessaire pour donner plus de force à la propagande du syndicalisme révolutionnaire qui ne peut laisser indifférents tous les travailleurs. « Nous pensons donc qu'au sein même du syndicalisme révolutionnaire, pourrait se former un groupement, une base, composée des plus actifs militants du syndicalisme révolutionnaire et qui aurait pour but de préparer le terrain propice à l'étude de l'action révolutionnaire, ce qui serait déjà un pas de fait dans la voie de la révolution libératrice ». Pierre Kropotkine.

On nous reproche d'employer toujours l'expression « travailleur » et de vouloir ignorer tous les autres hommes. La raison est que, pour nous, syndicalistes révolutionnaires, le travailleur est la base de la société et que nous méprisons tous ceux qui vivent sur sa peine sans rien produire en contrepartie. Nous méprisons et combattons tous ceux qui non seulement vivent sur leur travail, mais encore, ceux qui briment et contraignent parfois les travailleurs à des activités criminelles. Il est inutile de préciser que par l'expression « travailleurs » nous entendons inclure tous les vieux travailleurs, tous les blessés, mutilés, malades et victimes du travail. Ce qui ne veut pas dire que l'ensemble de la société nous soit indifférente; nous savons, fort bien, que les fruits de la liberté, pour être valables, doivent s'appliquer à tous ceux qui ne sont pas ennemis de l'humanité.

Quand nous parlons de libération, nous entendons que les travailleurs puissent vivre sans participation, directe ou indirecte, à des actions malhonnêtes, obligatoires, qui peuvent porter atteinte à l'humanité. Quand nous parlons de bien-être et de justice, nous entendons que le travail existe, pour tous, à charges et à bénéfices identiques. La révolution est une action de justice, c'est une tempête qui chasse la putréfaction et apporte l'air frais nécessaire à la vie. La révolution est une assurance pour l'avenir d'une vie juste, saine, heureuse; pour parvenir à cette ère bienheureuse pour tous, la révolution écrasera, s'il le faut, tous les malfaiteurs qui s'opposeraient à la réalisation de ce but.

Depuis des millénaires, l'injustice domine le monde, depuis des millénaires, la société est divisée en classes, en pauvres et en riches, en travailleurs et en oisifs et

toutes les révolutions n'ont jamais pu atteindre à l'égalité du fait que le travailleur n'a jamais su résister à une force qu'il payait de sa misère et qui se manifestait contre lui. La révolution de demain serait vaine si nous devions retomber dans les mêmes erreurs, les mêmes faiblesses et ramper, à nouveau, devant les exploités des travailleurs, avec un esprit de soumission atavique. Que l'injustice puisse avoir force de loi dénote bien, malheureusement, la faiblesse et l'esprit de servitude du travailleur.

Notre tâche principale actuelle, notre action directe présente, consiste à forcer le travailleur à ouvrir les yeux, à réfléchir, à comprendre, de l'entraîner, avec nous, dans la lutte ascendante pour la révolution, afin que ses enfants ne soient plus, demain, les domestiques du capital; afin que ses enfants puissent, demain, posséder, enfin, la dignité de l'homme et se trouver au même niveau que tous les hommes; car tous les hommes seront devenus des travailleurs et produiront, selon leurs aptitudes, pour le plus grand bien de la société.

L'impitoyable exploitation actuelle du travail ne peut cesser par les protestations des victimes, ni par les lois et encore moins par une prise de conscience du capital ou de l'Etat. L'égalité dans le travail ne peut être que le fruit de la révolution; jusqu'à celle-ci, la lutte de classe subsistera, il ne peut en être autrement. Cette lutte de classes est une période pré-révolutionnaire et nous devons tout faire pour lui donner, chaque jour, plus de force. « Le rôle des anarchistes, quelque soit l'endroit ou la situation dans laquelle ils se trouvent dans la tragédie actuelle, est de continuer à proclamer qu'il n'y a qu'une seule guerre de libération : celle qui, dans tous les pays, est menée par les opprimés contre les oppresseurs, par les exploités contre les exploités. Notre rôle, c'est d'appeler les esclaves à la révolte contre leurs maîtres ».

— Errico Malatesta.

Quand l'homme se libère et s'assume, l'Etat perd son prestige. Quand Marx invente la dictature du prolétariat, il ne fait que créer une nouvelle forme d'Etat qui sera aussi nuisible et inhumaine que celle combattue et détruite. La liberté ne peut s'exprimer par l'Etat, car celui-ci réside en l'aliénation de la liberté. L'erreur des anarcho-sindicalistes de la C.N.T., pendant la révolution espagnole, fut de s'associer à un pouvoir révolutionnaire et de participer ainsi à la création d'un Etat révolutionnaire. La reconnaissance d'un Etat signifie que l'homme s'estime incapable de se prendre en charge,

qu'il préfère s'avilir à la soumission de l'esclavage, qui peut l'entraîner à toutes les déchéances, plutôt que de reconnaître, sa qualité d'homme, qui seule peut lui apporter la dignité

La différence qui existe entre la Commune du peuple de Paris et une révolution quelconque dirigée par des militaires ou des partis politiques, comme l'histoire en enregistre tant, est que La Commune de Paris pouvait apporter la liberté au peuple et même à beaucoup de peuples, alors que les révolutions de militaires ou de partisans, ou de clans politiques, ne peuvent s'instaurer que par l'aliénation de la liberté. Certes, l'histoire apporte la preuve que les révolutions à base militaire ou de partis politiques peuvent apporter un ordre nouveau durable, mais cet ordre repose toujours sur l'aliénation de la liberté. Les expériences de libération reposant sur les principes anarchistes et de base de rassemblement de travailleurs en « commune », si elles ont apporté la preuve que les principes anarcho-syndicalistes peuvent, quelques années, dépasser le stade de l'utopie, devenir réalité, libérer les hommes de toutes les indignités de la servitude, n'ont pu, jusqu'à ce jour, résister à la coalition capitaliste, qu'elle soit d'ordre nationale ou internationale, coalition qui s'imposait aux peuples par la force et non par le consentement de ceux-ci.

Toutes les révolutions dont l'aboutissement a été durable, se sont toujours reposées sur la constitution d'un Etat, d'une force, qui ne faisait, en sorte, qu'assurer le privilège d'une classe ancienne ou nouvelle. C'est ainsi que l'autorité a pu parfois évoluer d'une classe capitaliste à une classe bureaucratique, ceci au mépris de la liberté. La révolution est une crise de civilisation dont le succès dépend de la possibilité de faire réaliser aux hommes le degré de leur servitude, qui ne correspond pas à la liberté à laquelle ils ont droit et dont le progrès et la culture devraient leur faciliter la conquête. La reconnaissance de l'Etat implique la servitude et l'injustice puisque l'Etat ne peut subsister que par l'autorité et la force et que cette autorité et cette force s'appliquent toujours par en haut pour faire supporter son poids écrasant à ceux qui sont en bas. Cette situation ne fait que rendre plus difficile l'accès à la révolution, les peuples se trouvant sous un contrôle de plus en plus sévère des Etats qui font barrage à toute tentative d'évolution des peuples vers la liberté. Il appartient donc aux syndicalistes révolutionnaires de lutter plus encore avec acharnement, leur position de départ apparaissant dis-

proportionnée en force en comparaison de celle des Etats. Cependant, il ne faut pas oublier qu'un mouvement révolutionnaire qui arrive à prendre force et à lutter au grand jour, peut vaincre, parfois, la force monstrueuse de l'Etat. L'histoire ne peut que le confirmer. Le succès révolutionnaire réside en la formation d'une quantité de militants révolutionnaires capables, au moment favorable, d'entraîner les travailleurs et le peuple à la conquête de la liberté.

Le pouvoir ouvrier (idée trotskysto-bolchevik) marque souvent l'intention d'une prise de pouvoir par une classe qui entend assurer la charge de la direction d'un peuple, ce qui est, en définitive, la création d'une forme d'Etat avec toutes ses injustices, ces prébendes, son autorité représentée par quelques hommes qui, s'appuyant sur la force, peuvent faire, comme leurs prédécesseurs, bon marché de la liberté. Les anarcho-sindicalistes (C.N.T.) entendent, tout au contraire, grouper les travailleurs, les producteurs, les inaptes au travail, les vieillards, en groupements ou syndicats, représentés par des délégués révocables à tous moments, sur simple vote des affiliés à ces syndicats groupés en fédérations. Aucune charge, aucune représentation, ne peuvent être honorifiques et ne peuvent se traduire par un privilège ou un droit ne respectant pas l'égalité qui doit exister entre tous.

La Commune de Paris fut d'essence anarchiste, elle fut une belle leçon de courage et d'organisation, son échec devant les forces armées ne diminue en rien la qualité et la valeur de son mouvement révolutionnaire; elle fut véritablement la première révolution socialiste, la plus belle, la plus élevée. Les marxistes ne manquèrent pas de traduire que cette révolution à participation anarchiste était vouée à l'échec du fait qu'il faut identifier anarchie à désordre. Tous ceux qui ont intérêt à brimer et à exploiter le peuple du travail ne manquent pas d'abonder en ce sens. Mais la Commune de Paris, tout comme la révolte des canuts de Lyon, apportent la preuve que les travailleurs sont capables de mener une révolution dans l'ordre et que seule la force du plus grand nombre, représentée par les mercenaires de l'Etat, peut réduire, parfois, à néant, leur mouvement généreux d'émancipation. Il faut retenir le contenu inédit de ces mouvements révolutionnaires de travailleurs et du peuple en comparaison des mouvements dits révolutionnaires, dirigés par des militaires ou des politiciens, et dont le succès, en définitive, ne peut apporter qu'un changement

de maîtres, laissant aux travailleurs et aux peuples, sous une appellation différente, les mêmes servitudes, les mêmes contraintes, les mêmes injustices. La Commune, née du désespoir d'une défaite lourde de conséquences pour le peuple, aggravée par des années d'exploitation et de misère de la classe prolétarienne, contenait en ses flancs la vision d'une vie plus juste, égalitaire, bannissant, à jamais, tous les bonimenteurs d'un pouvoir dont la mission est la continuité de la mise en tutelle des travailleurs.

L'A.I.T. (Association Internationale de Travailleurs) fondée à Londres en 1864, par des ouvriers français et anglais, n'était représentée à l'Hôtel de Ville de Paris, pendant la Commune, que par deux de ses membres, Varlin et Frankel. Quand Engels, traitant le sujet de la Commune et son appartenance anarchiste coupable, selon lui, de désordre, déclare : « Voici la dictature du prolétariat » (1), il oublie de préciser que malgré l'encercllement de la capitale par les mercenaires à la solde de l'Etat et le consentement des armées allemandes, alors que Paris était infecté d'espions versaillais, la Commune vota l'abolition de la torture et du régime secret, ce qui apparemment démontre que les militants révolutionnaires étaient loin de créer le désordre et d'imposer une dictature. Si la mission historique de la Commune de Paris avait été suivie par les grands centres ouvriers : Marseille, Toulouse, Nantes, Lyon, Saint-Etienne, Lille, son développement se serait généralisé à tout le territoire et la révolution aurait porté ses fruits, mais l'impossibilité d'un contact, le manque d'organisation inter-régionale, interdisait à la Commune tout succès généralisé à réaliser.

Cette situation passée, de près d'un siècle, est toute différente aujourd'hui et nous pouvons constater : 1) que le prolétariat n'a jamais cessé d'aspirer à plus de justice, qu'il est plus solidaire que dans le passé; la grève générale 1968, suivie par dix millions de travailleurs en apporte la preuve. 2) que les groupements anarcho-sindicalistes (C.N.T.) existent en Unions sur tout le territoire, unions dont les effectifs sont en progression depuis

(1) En réponse à cette calomnie, voici un texte du Comité Central de la Garde Nationale, publié à Paris, pendant la Commune : « Les hommes que vous avez chargés de défendre, provisoirement, vos intérêts et qui siègent à l'Hôtel de Ville, vivent de leurs trente sous de gardes nationaux, eux et leurs familles ».

1968 et regroupées à Paris en une fédération. 3) que l'organisation libertaire est en voie de création. 4) que la révolution ne laissera pas le pays, pris au dépourvu dans un désordre nuisible à tous, mais que, tout au contraire, l'ordre nouveau égalitaire et humain fera suite immédiatement, dès que la mission révolutionnaire, qui consiste en la suppression de l'Etat, sera parvenue à son but.

En mai 1968, la révolution n'était pas réalisable parce qu'aucun plan de transformation de la société n'avait été suffisamment étudié pour permettre cette réalisation. Si la révolution avait renversé le pouvoir, il aurait fallu improviser et, ce qui est construit hâtivement, sans étude préalable, ne peut, dans le moment passionné d'une révolution, être l'expression de la justice et de la liberté qui sont les véritables buts révolutionnaires. La différence qui existe entre une révolution militaire ou capitaliste et une révolution libertaire, est que la première continue l'exploitation du peuple et des travailleurs et qu'elle n'apporte, en définitive, qu'un changement de maîtres au pouvoir, elle peut donc être réalisable à tous moments. Tout au contraire, la révolution libertaire ne peut être la continuation de l'exploitation du peuple et des travailleurs. C'est donc toute une organisation nouvelle qu'elle doit apporter, créer, organiser, mettre en place, dès le succès de la révolution. Si cette organisation nouvelle n'est pas capable d'assurer l'existence du peuple au jour de la révolution, il est inutile et criminel de tenter de réaliser celle-ci. Reconnaissons, cependant, que tout mouvement de révolution est profitable à l'avènement de la révolution totale et libertaire, du fait qu'elle donne aux travailleurs et aux peuples, le courage de la révolte qui autorisera, un jour, la conquête de la liberté.

La révolution libertaire affole les possédants, les nantis, les exploitateurs de tous rangs qui n'hésitent pas à d'importants sacrifices pour subventionner une presse vénales et des politiciens roués, afin que le peuple perçoive toujours sa dose d'opium nécessaire au maintien de sa soumission dénommée devoir, lequel donne droit à la considération des esclaves et à l'appellation de bon citoyen. Les marxistes, comme il se doit, critiquent la révolution libertaire et tentent de démontrer que la libération des peuples ne peut se réaliser que par un pouvoir communiste. Ils oublient qu'ils se sont montrés incapables de résoudre le problème paysan, alors que les anarchistes, pendant la guerre d'Espagne, 1936, ont, en Catalogne, fait produire la terre et les industries selon les principes

libertaires, organisant une économie profitable au peuple, tout en assurant le ravitaillement des troupes qui se battaient sur le front contre l'armée franquiste.

Car si la révolution libertaire est ennemie de tous les pouvoirs, elle reconnaît la nécessité d'une organisation nécessaire à l'économie et au progrès, mais cette organisation, adoptée librement par les travailleurs évolués, est modifiable selon les nécessités des temps sur simple décision de la base, c'est-à-dire des communes et des syndicats, qui sont l'expression de tous les besoins et de l'activité de la société. Ce serait une imposture de nier la nécessité d'une organisation à laquelle tout le peuple doit participer et il est bien évident que les détracteurs des principes libertaires ne manquent pas de prétendre, qu'en définitive, les libertaires sont dans l'obligation de reconnaître l'efficacité d'un pouvoir. Ce, en quoi, ils se trompent, car il y a une différence en l'expression d'un pouvoir qui est toujours une dictature plus ou moins déguisée et une organisation libre de communes et de syndicats dont les principes reposent sur la liberté du peuple.

A toutes les époques, à toutes les formes de gouvernement, vous retrouverez toujours les mêmes néfastes principes d'autorité; que ce soit royauté, empire, république, que le régime soit de dictature de droite ou de gauche, militaire ou communiste, le travailleur se heurte toujours à ce mur : « autorité, perte de la liberté » et, au cours des siècles, si quelques hommes tentent de prêcher la liberté, celle-ci ne produit, jusqu'à nos jours, que des résultats contestables devant la prodigieuse production d'écrits mensongers tressant des couronnes de lauriers à l'autorité, à la violence, à l'usurpation, au vol, au crime légal et patriotique.

Pour la majorité des hommes, plus le gouvernement est fort, injuste et inhumain, plus il approche de l'ordre absolu. Qui prouve que c'est lui qui, pour imposer son ordre, a besoin de militaires, de mercenaires, de C.R.S. — qui détient la vérité ? Qui prouve que c'est en absorbant 50 p. 100 du budget pour la force, que l'on détient la raison ? Cette nécessité de la constitution d'une force de violence, n'apporte-t-elle pas la preuve de la crainte du pouvoir devant la raison à qui il entend limiter et interdire l'épanouissement parmi ses sujets ?

A la théorie gouvernementale qui ne fait que reconduire le passé et s'oppose à l'avenir, nous prétendons apporter une nouvelle organisation économique qui respectera la liberté de chacun, effaçant l'inégalité que, de

siècle en siècle, le travailleur se croit dans l'obligation de supporter, de transmettre à sa descendance, de faire continuer, ainsi, le cycle de la malédiction sur les travailleurs. Nous pensons faire admettre la formule égalitaire où chacun, selon ses moyens, sera consommateur et producteur, où chacun participera au bonheur de chacun. Si les principes de bons rapports et d'échanges peuvent être résolus entre quelques hommes, pourquoi ne pourraient-ils pas l'être entre plusieurs millions d'individus ? Tout n'est qu'une question d'organisation, de bonnes organisations, supprimant une multitude d'intermédiaires inutiles, transformés en travailleurs utiles et productifs, ce qui permettrait de réduire considérablement le temps de travail nécessaire à chacun pour assurer l'existence de la collectivité. La réduction des heures de travail permettrait aux travailleurs de mieux profiter de la vie. Mais ce bien possible par une société nouvelle, ne peut être que le fruit de la révolution, car l'Etat n'abandonnera ses prérogatives d'esclavage, favorables au capitalisme dont il est l'agent, que devant la force.

Ainsi, on vénère depuis des siècles des lois qui reposent sur le mensonge, l'injustice, la violence, la cruauté; le peuple soumis accepte de générations en générations, ce galimatias de textes erronés, dénommés lois, auxquels les hommes se soumettent par peur de perdre leur respectabilité vis-à-vis de la masse, par peur des tribunaux, par peur des prisons. Si les textes des lois étaient l'expression de la vérité et de la justice, il n'y aurait pas besoin de la crainte de la prison pour exiger une application.

Si les grandes centrales syndicales son aujourd'hui des groupements reconnus par l'Etat et chargés par celui-ci de canaliser les réclamations de la classe ouvrière et celle des producteurs, si ces syndicats sont absolument nécessaires à l'Etat pour donner à ces classes prolétariennes l'illusion que leurs réclamations sont prises en considération, cette mystification ne pourra durer toujours et les millions de bernés s'apercevront, un jour, que les grandes centrales syndicales et l'Etat sont de la même eau.

Pour toutes les centrales syndicales inféodées à l'Etat et aux partis politiques, c'est sur les épaules de la minorité révolutionnaire syndicalo-anarchiste et anarchiste que pèsent toutes les attaques de critique de la révolution libertaire. Il est bien évident que cette révolution ne saurait satisfaire ces candidats du pouvoir et de l'exploita-

tion du peuple; ils en sont les plus fourbes ennemis. Quand ils clament, à grand tapage, une victoire du peuple réalisé par leur activité, ce n'est, en définitive, qu'une défaite pour la masse des travailleurs.

Les grandes centrales syndicales ne peuvent admettre la grève générale et illimitée du fait que cette dernière est la plus grande atteinte à l'Etat et la première phase de la révolution. Quand la grève générale et illimitée prend corps du fait des militants de la base, les grandes centrales syndicales tentent et arrivent à prendre la direction de cette grève; par des accords séparés par profession avec l'Etat; elles arrivent ainsi à diviser, à réduire et à détruire ce début de mouvement révolutionnaire de la classe prolétarienne. 1968 ne fait que confirmer ces manœuvres des grandes centrales syndicales qui ne travaillent pas pour la libération des travailleurs, mais, tout au contraire, au maintien de leur esclavage et à leur soumission devant le capitalisme. Dans l'avenir, devant les réclamations justifiées des travailleurs, nous assisterons à des grèves importantes menées par les centrales syndicales, mais ces grèves revendicatives et salariales se manifesteront les unes après les autres. Les grandes centrales syndicales, comme l'Etat, ont peur de la grève générale et illimitée; leur exploitation éhontée sur les travailleurs, prendrait fin par la révolution.

Pourtant, à l'origine, les syndicats étaient d'essence anarchiste. La C.G.T. avec des militants comme Pouget, Delessalle, Pelloutier, Yvetot, tant d'autres développèrent la pensée anarchiste. En 1905, la Charte d'Amiens, définissait les bases de l'anarcho-syndicalisme qui sont toujours l'expression d'une vérité reconnue encore aujourd'hui par la C.N.T. fidèle à la Première Internationale. Mais, aujourd'hui, les grandes centrales syndicales corrompues, devenues fonction de l'Etat, ont pour mission de canaliser les mécontentements de la classe prolétarienne sur des voies de garage qui détournent tous mouvements révolutionnaires et assurent longévité au pouvoir de l'Etat lequel par des crédits spéciaux à ces centrales, participe à la formation de cadres syndicaux qui, évidemment, prennent la défense de celui qui paie généreusement cette éducation de sa défense, avec l'argent des contribuables, l'argent des travailleurs.

Le principe essentiel de la révolution anarcho-syndicaliste, se résume par l'application de l'organisation de la société de « Bas en Haut ». Les rouages nécessaires à cette organisation sont les communes et les syndicats libres, le tout regroupé par les fédérations qui ne peu-

vent s'écarter du principe mis en application lors de la Commune de 1871 : « La révocabilité, à tous moments, des délégués ». Le vœu révolutionnaire syndicalo-anarchiste par son principe d'une société nouvelle organisée de bas en haut, autorise le progrès et sa participation à la liberté à l'infini. Prétendre, qu'après le succès d'une révolution libertaire, le problème de l'autorité s'impose à nouveau, est nier le caractère humain et social de cette révolution, c'est repousser l'avènement de la liberté et d'une vie égalitaire pour tous.

Le but essentiel de la révolution est la libération de tous les esclavages camouflés, de la liberté diminuée, des contraintes appliquées à la jouissance de la vie, tous maux qui ne sont que le produit de l'Etat et de la faiblesse, de l'inconscience, de l'esprit de soumission, de l'indignité, de ceux qui portent au pouvoir leurs propres bourreaux. Payer, chèrement, des verges pour être battus, telle est la position du bon citoyen, dont l'incommensurable crédulité apparaît comme une des principales difficultés à sa libération. La libération de tous les maux, supportés par la classe prolétarienne, ne peut être obtenue que par une révolution populaire, balayant toutes les injustices sur son passage et qui, sans violence inutile, puisse assurer, du jour au lendemain, la vie économique de tous les groupements humains participant ou dépendant de cette révolution.

La pré-révolution implique, dans les temps présents, la diffusion, parmi tous les exploités, de la pensée libertaire; elle nécessite le développement et l'affiliation des travailleurs dans les syndicats C.N.T. (Confédération Nationale du Travail) lesquels peuvent constituer la base indispensable de travailleurs et révolutionnaires pour constituer les éléments nécessaires de propagande autorisant de combattre tous les mensonges diffusés par l'Etat et par ceux qui en sont bénéficiaires.

Le bon citoyen se rend-il compte qu'il porte une part de responsabilité des actes nuisibles de l'Etat ? Cet Etat qui ose parler de morale alors que par ses prélèvements sur les salles de jeux, les courses, le tiércé, la loterie nationale, les alcools, la prostitution déguisée, il encourage les vices parmi le peuple et en vit. Cet Etat qui ose parler d'humanité, alors qu'il tolère la pratique de la torture dans ses guerres coloniales, les interrogatoires aux aveux « spontanés » des sbires de la justice, le passage à tabac dans ses locaux de police. « Celui qui n'a jamais été en prison, ne sait pas ce que c'est que l'Etat » — Tolstoï. Oublie-t-on que la moitié des cri-

mes commis à notre époque, le sont par d'anciens militaires qui ont fait la guerre d'Indochine ou celle d'Algérie et à qui on a appris le mépris de la vie d'autrui par des méthodes d'assassinats répugnantes. En vérité, beaucoup de fidèles et loyaux serviteurs de l'Etat, jouissant de considération et d'honneurs, ne devraient posséder que le mépris des travailleurs.

Ce sont les organisations libertaires et le syndicalisme révolutionnaire qui assureront demain aux nouvelles générations, libérées de tous les mensonges, des atteintes à la morale, que le peuple supporte dans les temps présents, l'égalité économique et sociale indispensable à la dignité humaine. Par l'organisation du travail, la propriété collective des ateliers et de l'agriculture, librement organisés et fédérés, l'Etat ne pourra prétendre à une survie et entrera dans l'histoire de l'humanité, comme une page d'esclavages, de servitudes, d'exploitations, de vols et de crimes.

Prétendre que le capitalisme et l'Etat ne sont pas attaquables, c'est tenter de freiner l'émancipation des hommes brimés injustement, c'est nier le caractère inhumain de la présente civilisation. C'est en forçant ce qui paraît impossible que l'homme accède au possible; détourner les hommes de la révolution, c'est assurer l'esclavage aux peuples de demain. Reporter la tâche de la préparation révolutionnaire, c'est admettre un présent méprisable.

Les révolutions passées, insuffisamment préparées, démontrent que les privilégiés, les possédants et l'Etat qui disposent de forces mercenaires, entretenues par les exploités, peuvent toujours noyer dans un bain de sang le peuple généreux qui, grisé de révolte, descend dans la rue sans avoir, au préalable, pris les dispositions nécessaires pour assurer la vie d'une civilisation plus humaine, au cas où la révolution parviendrait à son but. Si la révolution est une nécessité, la pré-révolution est indispensable à la préparation du succès de la révolution. C'est à cette pré-révolution que les anarchistes, les syndicalo-anarchistes, convient la classe des travailleurs, afin qu'elle accomplisse sa mission de libération.

Cette période de transition est indispensable; elle peut s'effectuer plus ou moins clandestinement, selon le mépris que l'Etat peut afficher de la liberté. Cette période de transition nécessaire, n'est pas un argument d'attente pour éviter l'affrontement, mais elle est préférable à une défaite certaine ou à une participation à un pouvoir révolutionnaire qui ne pourrait apporter aux hommes la libé-

ration. Comme nous l'enseigne la révolution russe et la révolution espagnole, sachons profiter des leçons révolutionnaires de notre époque contemporaine pour ne pas nous montrer les pourvoyeurs de prisons et de pelotons d'exécution, auxquels une dictature plus implacable encore pour la liberté, ne ferait que succéder.

Ceci dit, pensons aux générations présentes en tentant d'obtenir des pouvoirs, par une menace constante de la révolution, un adoucissement de leur sort, car si une fraction des générations présentes meurt dans la misère et l'esclavage, les révolutionnaires ne possèdent plus que la satisfaction d'avoir œuvré pour la liberté de leur descendance. L'action directe pré-révolutionnaire peut donc se décomposer en deux fractions. La première : l'amélioration présente du sort des exploités; la seconde : la préparation de l'action définitive de la révolution.

Ce qu'il faut admettre, c'est qu'un Etat ne peut se permettre de donner la liberté à ses sujets. Tout Etat qui émancipe, par l'instruction, une trop grande fraction de la jeunesse, se trouve face au danger d'une prise de conscience de cette jeunesse, qui s'élève contre son autorité (Mai 1968). Mais la maturité révolutionnaire ne peut être seulement le privilège d'une jeunesse instruite, elle doit avoir des racines plus profondes, celles de la classe ouvrière qui, par l'injustice et la misère des temps présents, se trouve, de ce fait, seule capable d'amener la majorité du peuple à la réalisation du but de la révolution libertaire.

Nous touchons ici la nécessité du véritable syndicalisme révolutionnaire (C.N.T.) qui est la seule organisation libre de travailleurs apte à produire les éléments militants nécessaires à la formation d'une masse de travailleurs révolutionnaires par des groupements locaux, régionaux, nationaux. Mais une organisation libre de travailleurs révolutionnaires d'un pays (C.N.T.) ne pourrait obtenir un succès durable, en cas de révolution, du fait que le capitalisme est international et que les puissances étrangères épauleraient le capitalisme national qui serait en danger. Il est donc indispensable que les pays subissant le joug de la dictature d'un Etat possèdent, dans la mesure du possible, un groupement C.N.T. propre à leur nation. C'est ce qui existe et est organisé présentement en plusieurs pays d'Europe. Ces C.N.T. se trouvent rassemblées en une organisation internationale : l'Association Internationale des Travailleurs (A.I.T.) dont le but est de mettre en rapport les C.N.T. de chaque pays entre elles. Partant du principe que le capitalisme est international et

défendrait toute position capitaliste nationale menacée d'une révolution prolétarienne, il est indispensable que les travailleurs révolutionnaires de chaque pays (C.N.T.) soient en mesure de défendre toute révolution nationale ou internationale par l'aide de révolutionnaires de pays différents (A.I.T.). Nous ne pouvons nous faire d'illusions et savons très bien que les capitalismes et les privilèges accordés aux nantis des Etats seront âprement défendus, que les bénéficiaires de l'injustice internationale n'hésiteront pas à lancer les forces de violences contre le peuple qui réclamera sa liberté. L'exemple de l'Espagne ne peut être oublié.

L'erreur de Lénine est d'avoir engagé les révolutionnaires, par un lent cheminement des voies parlementaires, à la prise du pouvoir par le prolétariat, pensant ainsi toucher au but de la révolution. Cette erreur a permis de créer la dictature communiste et les travailleurs sont passés à côté de la véritable révolution, celle qui doit apporter à tous la liberté.

Si la révolution de demain laissait subsister une fraction de propriété ou de pouvoir, si la destruction de cette propriété ou de ce pouvoir n'était pas totale, il en résulterait, sous quelques années, la reconstitution de la généralisation de l'inégalité, les abus d'exploitation, la hiérarchie, l'injustice, les prébendes. Toute révolution qui n'extirpe pas les germes de la propriété et du pouvoir, qui reconnaît un droit à une descendance, est une révolution inutile, elle ne fait que passer auprès de la liberté de tous les hommes, elle les abaisse plus encore en les obligeant à nouveau à la servitude qui s'impose et se fait reconnaître comme indispensable à la vie de la communauté.

Les anarchistes et les syndicalo-anarchistes ont toujours prétendu, avec juste raison, que toute forme de pouvoir ne pouvait qu'entraîner la réduction ou la perte de la liberté des travailleurs. Les expériences anarchistes, que ce soit celle de Makhno en Ukraine, ou celle des libertaires en Catalogne, apportent la preuve que les communautés anarchistes peuvent vivre et produire. Ces expériences auraient pu s'étendre à d'autres régions et à d'autres peuples, si elles n'avaient pas eu à combattre les forces du capitalisme supérieures en force et en nombre.

C'est pourquoi, l'histoire constituant pour nous un avertissement, nous ne pouvons déclencher la Révolution libertaire qu'avec la certitude de vaincre les organisations

capitalistes qui tenteraient de briser la conquête de la liberté. C'est pourquoi l'objectif présent est l'organisation libertaire et syndicalo-anarchiste afin que l'embryon de force révolutionnaire prenne, chaque jour, du poids et puisse prétendre amener les travailleurs, sans contrainte ni injustice, à constituer une force libre, représentant la volonté du peuple de se débarrasser à jamais de l'autorité, de l'esclavage et des crimes qui sont les bases du pouvoir des Etats.

« En conséquence, la question n'est pas de savoir si les peuples peuvent se soulever, mais s'ils sont capables de construire une organisation qui leur donne les moyens d'arriver à une fin victorieuse, non pas à une victoire fortuite mais à un triomphe prolongé et dernier. L'organisation libertaire exclut toute idée de dictature et de pouvoir dirigeant tutélaire. Mais, pour l'établissement même de cette alliance révolutionnaire et pour le triomphe de la révolution contre la réaction, il est nécessaire qu'au milieu de l'anarchie populaire, qui constituera la vie même de toute l'énergie de la révolution, l'unité de la pensée et l'action révolutionnaire trouvent un organe. »

BAKOUNINE.

Entendons-nous bien, que nos camarades anarchistes ne se réfugient pas, une fois de plus, dans leur tour d'ivoire, l'organisation nécessaire ne doit pas être l'étouffoir de la liberté individuelle, elle doit, tout au contraire, permettre à chacun de participer à la lutte révolutionnaire et de présenter toute initiative individuelle profitable au combat commun. La liberté dans l'expression de la pensée doit être respectée et favoriser la propagande anarchiste toujours nécessaire, toujours modifiable selon les temps, le progrès, la nécessité d'évolution du peuple, vers une plus grande et indispensable jouissance de la vie. Il est indéniable que, dès lors que l'on reconnaît la nécessité d'une organisation, il faut en accepter les avantages et l'association libre et commune des efforts, ceci sans contrainte et sans autorité. L'organisation libertaire s'adressant à des individus évolués, ayant réalisés les bienfaits de la propagande de la révolution libertaire, reconnaît qu'au-dessus de l'anarchisme élémentaire et instinctif commun à tous les individus qui se révoltent devant l'injustice, il y a l'anarchisme et l'anarcho-syndicalisme, indispensables à la construction du monde libre de demain. Si l'instinct de révolte a existé de tous temps, il fut toujours réduit au silence par l'expression de la violence de ceux qui détenaient la force armée et le

pouvoir autoritaire, au mépris de la liberté des peuples.

L'esprit de révolte doit donc, pour vaincre la violence des esclavagistes, composer une force qui, en plus d'une possibilité de violence, soit capable de construire, par la raison et la solidarité, une force économique et sociale, libératrice, capable de redonner aux hommes la dignité qu'ils ne possèdent plus.

Tout pouvoir autoritaire s'use, car il est basé sur l'autorité, l'atteinte à la liberté, ce qui est contraire à l'aspiration des hommes, il favorise ainsi l'avènement révolutionnaire. Mais la violence, au service des pouvoirs, contraint à la servitude, aussi, les révolutions populaires qui n'apportent pas aux hommes une amélioration immédiate à leur existence, retombent inévitablement sous l'autorité d'un pouvoir qui s'impose par la violence dénommé ordre et que nous appelons exploitation.

Un des facteurs de la révolution est le progrès, fruit de générations de travailleurs, dont les capitalistes entendent conserver la plus grosse part de bénéfice et ne laisser à la classe ouvrière que la plus maigre parcelle strictement nécessaire à son existence. Ce qui facilitera l'avènement de la révolution parmi les travailleurs, est de voir l'Etat gaspiller dans les budgets, inutiles et contraires au bien-être du peuple, le produit de la surproduction qui devrait améliorer le sort de tous. « Il suffit, en effet, de penser un moment au gaspillage inouï, inimaginable, des forces humaines qui se fait aujourd'hui, pour concevoir ce qu'une société civilisée peut produire, avec quelle petite quantité de travail de chacun, et quelles œuvres grandioses elle pourrait entreprendre qui sont aujourd'hui hors de question ». (Pierre Kropotkine.)

Mais plus les travailleurs s'affranchissent, plus l'Etat craignant pour son existence se trouve dans l'obligation d'entretenir des hommes de main dont la mission est de maintenir l'état de soumission des travailleurs. Armée, police, mercenaires de toutes catégories, prisons, ruinent l'économie d'un pays. Le reproche que le peuple fait à l'Etat est son caractère injuste, oppressif, inhumain.

Ce qui fait frein à la pré-révolution est la pression que la société exerce sur l'individu : tradition, routine, instruction sous le contrôle de l'Etat, éducation reçue des parents qui, eux-mêmes, sujets inconscients de l'Etat, n'engagent pas leur descendance sur les voies du progrès social et de la liberté, mais bien sur les voies de la servitude et de la soumission à l'Etat. Servitude et soumission qui prétendent faire admettre à la raison que l'injustice et le crime fratricide sont des actes nécessaires à la conti-

nuation de la société. L'homme naît dans la société, il y est incarné, dès son début dans la vie, dès ses premiers pas, on lui parle de fraternité, de liberté, alors que tout ce qu'on lui enseigne, tous les exemples qu'il a sous les yeux, ne sont que la caricature de la fraternité et de la liberté.

La première loi communautaire est la solidarité sociale, elle autorise la liberté à tous. Il faut reconnaître que ni le capitalisme, ni le pouvoir de l'Etat n'autorisent la solidarité sociale (la hiérarchie, dans le salaire, s'étend, en France, de 1 à 74). Tout au contraire, par des lois et des règlements, plus oppressifs de génération en génération, la solidarité sociale n'est plus qu'une figure, qu'une image, dont les individus ne peuvent apprécier les bienfaits. Là où la hiérarchie et le salaire existent, il ne peut y avoir solidarité sociale.

Les anarcho-syndicalistes ne prétendent pas quand ils revendiquent la liberté à laquelle ont droit tous les travailleurs, porter atteinte aux influences naturelles de l'individu; ce que nous combattons est l'abolition des influences d'Etat, des influences officielles, légales ou imposées par les capitalismes et les religions. Nous protestons contre ces influences propagées, enseignées parmi le peuple du fait qu'elles ne servent pas ce peuple, mais la fraction privilégiée de la société, qui impose ces influences autoritairement, hypocritement, officiellement.

Pour tous les individus qui ont pu réaliser ce qu'était la présente civilisation, dite civilisation de l'ordre, la peur du mépris de la collectivité, la crainte de la mise à l'index par une majorité inconsciente d'asservis, font que rares sont ceux qui faisant front à l'opinion publique, ne s'abaissent pas devant les mensonges tabous et ont le courage d'être en règle avec leur conscience. Il faut une conviction sincère pour ne pas s'abaisser devant l'opinion reconnue juste par les pouvoirs et passer aux yeux de beaucoup pour insociable. Car l'autorité, reconnue de la plus grande fraction humaine, est une autorité divine, malfaisante, funeste, basée sur le privilège, l'exploitation et le crime. Notre révolution a pour but la liquidation de tous ces mensonges, ces hypocrisies, ces inégalités, ces injustices; la nécessité de combattre tous ces méfaits devant lesquels s'inclinent les hommes est l'action directe de base, à laquelle sont conviés tous les révolutionnaires, tous ceux qui entendent, dans un avenir plus ou moins lointain, constituer une force libre d'hommes évolués, autorisant la révolution salutaire, celle qui libérera le peuple de tous les esclavages et apportera la liberté.

L'individu ne peut être libre que s'il évolue dans un milieu libre, mais un homme qui aspire à la liberté et dont l'entourage vit dans la contrainte et la servitude ne peut être libre et, plus encore, sent davantage le poids oppressif qui lui interdit la possibilité d'atteindre à cette liberté. Le peuple berné, inaccessible aux idées d'émancipation, assure le pouvoir despotique du capitalisme et de l'Etat. Pour jouir, un jour de la liberté, l'homme évolué ne peut être que révolutionnaire, afin de consolider le groupe d'hommes, épris de liberté, qui a besoin du nombre, pour atteindre à la liberté pour tous. La jouissance de la liberté est un produit collectif et non individuel, car il faut que la liberté de l'homme soit reconnue, aimée, respectée de la collectivité pour véritablement exister. L'homme épris de liberté peut briser les chaînes qui le relie à l'Etat, chaînes prétendues sociales qui l'encerclent; il peut penser trouver aussi solitaire, la liberté au bout du monde, il ne rencontrera, à nouveau, que d'autres contraintes, d'autres chaînes, mais ne rencontrera pas, seul, la liberté.

La liberté est indivisible; quand l'Etat prétend assurer la sécurité de l'individu en lui marchandant sa liberté, l'individu fait un marché de dupes, car il porte atteinte à la jouissance de sa propre vie, à sa dignité, il devient un valet des maîtres qui sont au pouvoir, sa pseudo-liberté n'est qu'un tissu de mensonges et d'hypocrisies. Qu'un pouvoir soit monarchique, républicain, communiste, du fait qu'il est pouvoir, il porte inévitablement atteinte à la liberté de l'individu, il ne peut être que malfaisant et méprisable. Le titre de bon citoyen s'obtient par une obéissance passive, considérée comme une vertu, alors qu'elle est la perte de la dignité humaine, le comble de l'ignominie. La preuve en est que l'Etat donne l'ordre à ces bons citoyens d'aller tuer un homme ou des hommes qu'ils ne connaissent pas et qu'ils tirent gloire et honneur de ces crimes.

Le travailleur est devenu serviteur de l'Etat, lequel a su hypocritement le dépouiller de sa liberté. Le prolétaire n'est plus qu'un soldat de l'Etat habillé en civil, comme tel, il a droit, comme un militaire, à une permission hebdomadaire de vingt-quatre ou quarante-huit heures; il a droit, chaque année, à quelques permissions de deux ou trois jours, puis à une permission de détente de trente jours. Tous ces congés attribués dans le but de lui permettre de conserver la santé nécessaire autorisant une production de travail spéculative pour le capitalisme et l'Etat. Quand, vidé de ses forces, il lui sera

attribué une retraite insuffisante à lui assurer une vie décente, il ne possèdera plus que bien peu d'années à vivre. Mais alors que le soldat a droit à sa retraite à 35 ans, le prolétaire, lui, est dans l'obligation de travailler jusqu'à 65. La différence qui existe entre le soldat armé et le soldat civil est que la mission du premier est de porter atteinte à l'humanité et la mission du second de lui permettre de vivre. Ce droit prématuré à la retraite de tous ceux qui sont au service de la violence, s'explique du fait que l'Etat, par des avantages, achète la conscience de ses mercenaires, dont il clame, bien haut, le mérite, afin que la foule inconsciente des prolétaires, conserve une considération injustifiée à ces malfaiteurs de l'humanité.

Les classes capitalistes savent fort bien que les privilégiés, reconnus par l'Etat et dont elles bénéficient présentement, ne pourront durer toujours; les mécontentements de la classe prolétarienne devant leurs abus et ceux de l'Etat, se traduisent, pour le moment, par des grèves professionnelles puis interprofessionnelles, générales puis illimitées, elles marquent le processus de la marche des travailleurs vers la liberté, vers la prise des moyens de production, vers la révolution. Les grèves, même celles préparées par des syndicats inféodés à l'Etat, destinées à faire croire à la classe des travailleurs que ces syndicats défendent leur droit à la vie, ces grèves sont, malgré tout, nécessaires, car elles éveillent chez le travailleur, l'instinct de la justice et de la révolte, devant une autorité qui méprise la dignité du travailleur; elles créent le sens de la solidarité, elles autorisent la possibilité de contacts et de constitution de groupement à base révolutionnaire. « Les grèves électrisent les masses, retrempe leur énergie morale, et réveillent en leur sein le sentiment de l'antagonisme profond qui existe entre leurs intérêts et ceux de la bourgeoisie...; elles contribuent immensément à provoquer et à constituer entre les travailleurs de tous les métiers, de toutes localités, de tous pays, la conscience et le fait même de la solidarité ». (Bakounine, Œuvres IV, 439,72).

Certes, ces grèves sont toujours stoppées par les syndicats, aux ordres du pouvoir, quand elles menacent le but autorisé et admis par les Fédérations syndicales en accord avec l'Etat. Les grèves, pour les syndicats, sont la justification de leur existence auprès de la classe ouvrière bernée et les syndicats sont, pour le pouvoir, un Etat tampon nécessaire entre les aspirations prolétariennes et l'autorité de l'Etat. Mais l'existence même des grèves constitue un

danger pour tous ceux qui exploitent la masse des travailleurs, car si elles temporisent, un moment, la révolte de la masse du travail, elles développent, chez cette masse, le sens de la révolte généralisée qui est le lent cheminement nécessaire à l'atteinte de la révolution. Toute grève contient, en elle, les germes de la guerre civile.

Le soulèvement du prolétariat pourra se faire par des grèves plus fréquentes, devenues interprofessionnelles et illimitées; la paralysie provisoire du pays devant ces grèves fera perdre à l'Etat toute son autorité. C'est en faisant réaliser, à la majorité de la classe des travailleurs non évoluée, son intérêt dans la révolution, qu'elle viendra se ranger aux côtés de la minorité de la classe ouvrière évoluée, celle qui travaille pour la libération de tous les travailleurs et la conquête de la liberté pour tout le peuple. Les syndicats actuels sont contre-révolutionnaires, ils sont au service de l'Etat, leur but est de temporiser la marche ascendante des travailleurs vers la liberté. Leurs revendications ne dépassent pas le cadre de ce que l'Etat entend accorder, mais le fait même qu'ils discutent avec l'Etat, apporte la preuve de leur reconnaissance de cet Etat. Les syndicalistes révolutionnaires, forts des leçons du passé, précisent qu'ils ne peuvent discuter avec l'Etat qu'ils ne reconnaissent pas et qu'ils entendent supprimer.

« Tous ceux qui parlent d'émancipation prolétarienne, des droits des masses, des grandes injustices à supprimer, doivent nécessairement se placer, comme nous, sur le terrain des solutions révolutionnaires s'ils veulent vraiment que leur action aboutisse. Celui qui ne se décide pas, celui qui pense encore à des réalisations possibles de l'action réformiste de l'Etat ou par la conquête intégrale de l'Etat, après les décisives expériences négatives que lui offrent, dans les deux conceptions, les années passées, celui-là est, à notre avis, ou un illuminé qui n'ose pas regarder le fond de la réalité, ou un ambitieux qui aspire au pouvoir. » — GIOVANNA BERNERI.

La grève autorise les syndicats et les partis politiques à prendre un contact de propagande avec la masse prolétarienne. Nous, anarcho-syndicalistes, n'échappons pas à cette règle commune. Cette situation est précisée nettement dans un tract du parti communiste distribué à la sortie des usines Renault le 29 juillet et qui précise :

« C'est dans les entreprises, là où les travailleurs sont concentrés par milliers et par dizaines de milliers, là où éclate en permanence la contradiction fondamentale entre le capital et le travail, que nous devons veiller au renforcement permanent du parti. »

Les rivalités entre partis politiques, entre syndicats, frisent parfois l'affrontement, et la C.G.T., ainsi que le parti communiste n'hésitent pas à prendre le langage du capital et de l'Etat, c'est-à-dire de critiquer et de menacer. Dans le Bulletin mensuel du Livre, édité par la C.G.T. (« Le Livre Parisien », n° 68) on peut lire : « Dans le même temps il ne faut pas perdre de vue l'action néfaste que continuent à mener certains groupuscules gauchistes et autres, notamment par leurs écrits mensongers distribués à la porte des usines et dans le but de semer le trouble dans la tête des travailleurs. Nos camarades doivent prendre toutes mesures pour contrecarrer ces menées subversives. » Ce texte fait appel à la violence, fort appréciée du parti communiste, encouragée par la C.G.T. Tous deux cherchent à précipiter la division des travailleurs dans l'espoir d'un regroupement prolétarien sous leurs bannières. Cependant, malgré ces manœuvres, nous assistons, de plus en plus, à l'action directe des travailleurs par des occupations d'usines, décisions prises à la base, isolément, par les travailleurs eux-mêmes, avant l'autorisation et l'accord des syndicats réformistes, lesquels se trouvent dans l'obligation d'entériner la décision des travailleurs et de revendiquer, par la suite, les avantages obtenus, ce qui ne trompe plus que ceux qui ont des dispositions pour demeurer soumis à l'autorité, que celle-ci soit syndicale, capitaliste ou politique.

C'est en faisant basculer un nombre important de travailleurs, affiliés à des syndicats inféodés à l'Etat, dans les syndicats révolutionnaires de la Confédération Nationale du Travail (C.N.T.) que les grèves pourront prétendre à la libération des travailleurs et à la suppression de l'Etat. C'est à ce moment que l'organisation libertaire jouera le plus grand rôle révolutionnaire en assurant le passage d'une économie d'un régime capitaliste en une économie communale et libertaire. En constituant les assises des Fédérations communales, régionales, nationales, le passage d'un régime de dictature à un régime de liberté pourra ainsi s'effectuer avec le minimum de violence. La cause principale des échecs, en 1871, des révolutionnaires de la Commune de Paris, en 1831, des révolutionnaires de la révolte des Canuts de Lyon, fut que leur mouvement fut localisé, indépendant, qu'aucune force extérieure ne vint soutenir leur combat. Le succès d'un mouvement révolutionnaire, dans un pays, dépend de la multiplicité des points de révolte, afin que les forces de l'Etat soient divisées et ne puissent se concentrer sur un seul point révolutionnaire. Ce qui justifie la néces-

sité de l'organisation révolutionnaire sans laquelle il est inutile et criminel de s'attaquer à un pouvoir organisé et meurtrier, disposant de forces considérables qu'il peut lancer contre le peuple sous quelques heures, avec la certitude de l'impunité devant l'Histoire, laquelle est écrite, sous le contrôle de l'Etat, avec le sang du peuple.

La libération possible des travailleurs par la révolution repose donc sur le regroupement d'une minorité de travailleurs assez forte, appartenant au syndicalisme révolutionnaire; c'est sur cette minorité de travailleurs assez puissante en nombre, répartie dans les Unions du syndicalisme révolutionnaire (C.N.T.) sur tout le territoire, que reposera l'accès possible au succès de la révolution et le renversement des principes économiques actuels qui ne favorisent qu'une fraction privilégiée de la population.

L'action directe révolutionnaire des temps présents consiste donc à faire évoluer le plus grand nombre possible de travailleurs actuellement enrégimentés dans les syndicats inféodés au pouvoir, dans les syndicats de la Confédération Nationale du Travail (C.N.T.), la seule organisation ayant fait ses preuves révolutionnaires (Espagne, 1936); la seule organisation qui par son passé historique, ses militants, ses écrivains, ses sociologues, possède la possibilité de mener à bien le mouvement de révolution qui libèrera, tôt ou tard, tous les exploités, toutes les victimes de l'Etat. Le syndicalisme révolutionnaire répond aux justes revendications des peuples brimés, c'est pourquoi il est international, alors que les partis politiques ne peuvent être que nationaux, ainsi que les partis dits de gauche et d'extrême gauche qui prétendent prendre la défense des travailleurs, alors que leur but est limité à une frontière et aux intérêts de quelques hommes.

Il serait fou de penser que les bénéficiaires des privilèges, que les politiciens au pouvoir, abandonneront, de plein gré et par la raison, les positions injustes qu'ils détiennent au détriment du peuple. Possédant l'autorité, le pouvoir, la servitude certaine de milliers de mercenaires aptes à toutes les violences et disposant d'armements modernes, ils tenteront, par la violence, de briser tous mouvements révolutionnaires qui se révéleraient un danger pour le maintien de leurs prérogatives. A l'application certaine de cette violence, il est possible d'en limiter les effets et de la vaincre par l'application de la grève générale illimitée qui désoriente l'autorité et crée un malaise général parmi le peuple, malaise propice au

déclanchement de révoltes et de participation à la révolution.

Un plan de neutralisation des forces de tous les services de l'Etat, plan modifiable et mis à jour selon les périodes de tension révolutionnaire, doit permettre, quand les chances de succès l'autoriseront de mener à bien la libération du peuple avec un minimum de violence. Cette neutralisation doit être effective et totale pour permettre la mise en place, dans les délais les plus courts, de l'organisation fédérative des syndicats qui doivent assurer le bon fonctionnement et la vie du pays libéré. En cas d'impossibilité de neutralisation des forces de l'Etat, le déclanchement de la révolution ne pourrait mener qu'à un échec et la tenter serait criminel.

La réussite d'une révolution des temps présents ou futurs, dépendra de la rapidité avec laquelle elle sera menée, de sa préparation s'appliquant à tous les grands centres populaires et ouvriers du territoire; la nécessité de la rapidité de sa réussite s'explique du fait qu'elle doit entrer en action avant que la puissance capitaliste du territoire ne puisse faire appel à d'autres puissances capitalistes internationales, permettant ainsi au mouvement révolutionnaire d'assurer sa conquête et d'interdire à des capitalismes étrangers de se porter au secours du capitalisme national vaincu.

Tel est le but et la possibilité de la révolution libertaire qui doit reposer, principalement, sur le syndicalisme révolutionnaire, base se trouvant à la source de la production nationale. Le sort des travailleurs, leur liberté, une vie plus heureuse autorisant de bénéficier de tous les progrès, dépend strictement de leur courage, de leur dignité, de leur honnêteté. Nul ne peut prétendre savoir quand la réalisation de la révolution sera possible avec chances de succès, seule, la création d'une multitude de syndicats révolutionnaires, non soumis aux directives de l'Etat, autorisera la libération des travailleurs par la révolution libertaire. A tous les travailleurs, à tous les exploités, de prendre conscience de leur devoir et de préparer pour eux ou pour leur descendance, un avenir libéré de tous les esclavages déguisés, de toute dictature camouflée en devoir. « L'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ».

René VILLARD.

FIN.

Lyon, 25 septembre 1969.